

Jérémie Gallon

**GEORGES
POMPIDOU**

L'intemporel

CONNAISSANCES

GALLIMARD

JÉRÉMIE GALLON

GEORGES
POMPIDOU
L'INTEMPOREL

nrf

GALLIMARD

Pour ma mère

« On constate, dans la société occidentale d'aujourd'hui, un déséquilibre entre la liberté de bien faire et la liberté de mal faire. Un homme politique qui veut accomplir, dans l'intérêt de son pays, une œuvre créatrice d'importance se trouve contraint d'avancer à pas prudents et même timides, tant il est harcelé par des milliers de critiques hâtives (et irresponsables), et mis constamment en accusation par la presse et le Parlement. Il doit justifier chacun de ses pas et en démontrer la rectitude absolue. En fait, il est exclu qu'un homme sortant de l'ordinaire, un grand homme qui voudrait prendre des mesures insolites et inattendues, puisse jamais montrer de quoi il est capable : à peine aurait-il commencé qu'on lui ferait dix crocs-en-jambe. C'est ainsi que sous prétexte de contrôle démocratique on assure le triomphe de la médiocrité. »

Alexandre SOLJÉNITSYNE, *Le Déclin du courage*, 1978

Auvergnat

Le 12 février 1967, Georges Pompidou est parmi les siens. Attablé au café Degoulange au cœur du petit village de Montboudif, il est entouré d'hommes qui lui sont chers. Une Winston aux lèvres, un verre de gentiane posé devant lui, il a besoin de peu de mots et d'encore moins de gestes pour que tous sachent son bonheur. À peine échange-t-il quelques paroles avec André Serre, un camarade d'enfance qui tient la boucherie du village. Un peu plus tôt, à la mairie-école, le Premier ministre du général de Gaulle a rappelé le lien qui l'unit à ce territoire : « Bien que devenu parisien, je suis le fils du Cantal, le fils de Montboudif¹. » Sur ces plateaux de la Haute-Auvergne, il n'est besoin ni d'effusion verbale ni de surenchère tactile pour exprimer l'amitié et l'affection. Alors qu'il s'engage dans une campagne législative à l'issue de laquelle il espère, pour la première fois, être élu sur son nom, Georges Pompidou a souhaité s'arrêter dans son village natal. C'est dans cette commune, peuplée d'un peu plus de trois cents habitants et située au cœur du pays de l'Artense, qu'il a vu le jour le 5 juillet 1911. De sa chambre natale, située dans la maison de ses grands-parents maternels, on voit la modeste église Sainte-Anne et une place au milieu de laquelle trône une fontaine surmontée de la figure de Jeanne d'Arc serrant une oriflamme.

« Pauvre je suis de ma jeunesse, De pauvre et de petite extrace. » C'est par ces vers de François Villon que Georges décrit ses origines². Homme aux racines paysannes, sa famille paternelle est issue des étendues vallonnées et boisées de la Châtaigneraie dans le sud-ouest du Cantal. De père en fils, les Pompidou sont des ouvriers agricoles, dépourvus de terre et condamnés à vendre chaque jour leur force de travail aux paysans les plus offrants. À l'inverse, son grand-père maternel a su, en devenant marchand de toile, s'extraire de la pauvreté. La maison de Montboudif, édifiée en 1867, est le témoignage de cette nouvelle et relative aisance. Dans une III^e République où l'école joue encore son rôle d'ascenseur social et où le terme de « méritocratie » n'est ni vilipendé ni vidé de sa réalité, les parents de Georges Pompidou sont l'incarnation même des hussards noirs de la République. Après être entré premier à l'École normale d'instituteurs d'Aurillac, Léon Pompidou est affecté à Murat, au cœur des monts du Cantal. C'est dans l'école de ce village qu'il rencontre Marie-Louise Chavagnac, une institutrice dont il s'éprend. Ils se marient en 1910 et accueillent leur premier enfant, Georges, l'année suivante. Deux sœurs lui succéderont : Madeleine née en 1920 et Jocelyne en 1922.

Dès 1911, Léon et Marie-Louise doivent quitter l'Auvergne. Nommés professeurs à Albi, ils laissent leur petit garçon aux soins d'une nourrice dans le hameau de la Chevade près de Murat. Puis, à l'âge de dix-huit mois, Georges part rejoindre ses parents dans le Tarn. Alors qu'il n'a que trois ans, la Grande Guerre éclate. Dès les premiers jours du conflit, Léon est gravement blessé. À peine est-il rétabli qu'il repart combattre sur le front de la Somme puis rejoint l'armée d'Orient. Sa plus tendre enfance, Georges la passe seul avec sa mère. Il voue une véritable adoration à cette femme pleine de douceur. Lorsque la Première Guerre mondiale s'achève, le jeune

Georges doit réapprendre à vivre avec son père. Plus encore, il doit accepter de ne plus être le seul centre d'attention de sa mère.

Léon, marqué par les horreurs du conflit, apparaît pour son jeune fils comme l'incarnation même de la sévérité. Du fait de la guerre et de la nécessité de gagner au plus vite un peu d'argent, il a dû, la mort dans l'âme, renoncer à l'agrégation. S'il n'a pu réaliser son rêve, il se jure que son fils, lui, l'accomplira. Mais cela passe par une excellence scolaire qui s'accommode mal du dilettantisme dont Georges semble déjà faire preuve. Derrière la dureté apparente de Léon se cachent pourtant un profond amour et une immense tendresse pour son fils. Après la mort de sa mère qui, de santé fragile, s'éteindra en 1945, ce dernier découvrira « le vrai visage de [son] père, marqué par la bonté poussée jusqu'à la faiblesse³ ». Si la réserve naturelle des deux hommes empêchera toute forme d'effusion, les nombreux moments passés ensemble, notamment lors des vacances estivales, diront beaucoup du lien qui les unit. Une nuit d'hiver, quelques mois à peine avant qu'il ne devienne président de la République, Georges dira une dernière fois au revoir à Léon. « J'ai dû quitter mon père, un soir de 1969, à l'hôpital Boucicaud, pour ne pas l'inquiéter, alors que je savais qu'il allait mourir. “Dors bien, papa”, ai-je eu la force de lui dire. “Dors bien, toi aussi”, me répondit-il avec un sourire tendre et confiant⁴. »

Son enfance et son adolescence, Georges Pompidou les passe à Albi. L'Auvergne, c'est seulement l'été qu'il la retrouve. De la même manière que le petit Marcel Pagnol était saisi de joie lorsqu'il apercevait les premiers contreforts du massif du Garlaban surmontant Aubagne, Georges ressent « un petit choc au cœur » à l'approche de la gare de Condat-Saint-Amandin. « Je savais que je n'étais pas loin de chez moi, dira-t-il. Mon cher Cantal était là. »⁵ Dans cet « asile des vacances » qu'est le Cantal, Georges apprend, aux côtés de son grand-

père paternel, à pêcher les écrevisses et les truites dans les ruisselets qui parcourent les vallées de la région. Accompagné des enfants du pays, il part pour de longues marches qui le mènent au puy Mary, au puy de Sancy ou au col de Gliziou. Pour se rafraîchir, il aime se baigner dans les eaux sombres du lac Pavin. Surtout, il ne se passe pas une journée sans qu'il ne lise. Il dévore tous les romans qui lui passent entre les mains. Dans ce programme, peu de place pour le travail. « Le grec et le latin passent un peu au bleu. D'où courroux paternel », écrit-il à son ami Robert Pujol. Puis, il ajoute : « Et si mon père savait que le temps que je passe dans mon bureau et qu'il trouve trop court, je le passe en très grande partie à écrire ! »⁶

Au cours de ces étés, les paysages auvergnats façonnent peu à peu la personnalité du jeune Pompidou. Les valeurs que lui transmettent ses parents sont celles dont ils se sont eux-mêmes nourris au cœur des pays de l'Artense et de la Châtaigneraie. « Mon père et ma mère appartenaient profondément à la race française, dure au travail, économe, croyant au mérite, aux vertus de l'esprit, aux qualités du cœur. Je n'ai pas eu une enfance gâtée. Mais, si loin que je remonte, je n'ai reçu que des leçons de droiture, d'honnêteté et de travail. Il en reste toujours quelque chose⁷. » Chez Pompidou, l'amour de la terre natale n'est cependant jamais synonyme de repli sur soi et d'enfermement. C'est au contraire parce qu'il sait le lien qui l'unit au passé que Georges pourra faire preuve d'une curiosité intellectuelle insatiable pour les avant-gardes. Parce qu'elle lui confère un profond sentiment d'appartenance, l'Auvergne lui permettra de s'ouvrir à de nouveaux horizons, qu'ils soient géographiques, artistiques ou littéraires. Et c'est parce qu'il est profondément enraciné que Georges Pompidou demeurera, toute sa vie, imperméable à la nostalgie d'un passé mythifié et à la tentation d'une France recroquevillée sur ses peurs. Ainsi, en 1972, lorsqu'il rendra

hommage à Henri Mondor, brillant médecin auvergnat qui était également un passionné de l'œuvre de Stéphane Mallarmé, Georges Pompidou usera de mots qui pourraient tout autant s'appliquer à lui-même : « On dit volontiers que les Auvergnats et, par-là, les Cantaliens sont réalistes. C'est vrai, mais je pense qu'il y a autre chose. Il y a en eux un peu de la terre de Gerbert, de Pascal, de Garric, de Teilhard de Chardin. Ce besoin d'autre chose, d'ailleurs, il [Mondor] le satisfaisait par la poésie⁸. »

Devenu adulte, Georges Pompidou doit se résoudre à passer moins de temps en Auvergne. Après avoir effectué son service militaire à Clermont-Ferrand et refusé, contrairement à nombre de ses camarades normaliens, de servir dans le confort de l'état-major, ses premières années de professeur le conduisent en Provence. Le retour sur la terre de ses aïeux, Georges l'effectue aux côtés du général de Gaulle le 1^{er} juillet 1945. Ce jour-là, le héros de la France libre est venu rendre hommage au peuple auvergnat qui a payé un lourd tribut lors de la guerre. Dans les forêts denses et sombres et les hauts plateaux du Cantal, bien des hommes ont été torturés et sont morts pour avoir fait le choix de la Résistance. Accompagné du sultan du Maroc, Mohammed V, et de son fils, le prince héritier Moulay Hassan, futur roi Hassan II, le président du Gouvernement provisoire de la République française rencontre, à Saint-Flour puis à Murat, des Français pour lesquels les blessures de l'Occupation sont encore vives. Les 12 et 24 juin 1944, cent vingt et un hommes, dont seulement une poignée revinrent, y ont été arrêtés par l'armée allemande puis déportés vers le camp de concentration de Neuengamme près de Hambourg. Alors qu'il voit l'homme du 18 Juin parcourir la région de ses origines, c'est un mélange de fierté et d'émotion qui saisit Georges Pompidou. Le jeune chargé de mission au cabinet du général de Gaulle ne se doute pas que, bien des années plus tard, il y

reviendra lui-même, d'abord en tant que Premier ministre puis en tant que président de la République.

Dans l'ascension politique de Georges Pompidou, l'Auvergne va jouer un rôle déterminant. Dès son entrée à Matignon en 1962, un accent très fort est mis sur ses origines auvergnates. Alors qu'il est une figure encore très peu connue des Français, nombre de commentateurs politiques sont en quête d'une clé pour percer le mystère de cet homme qui s'est construit dans l'ombre du général de Gaulle. L'Auvergne leur apparaît immédiatement comme une porte d'entrée commode pour « expliquer » Pompidou. Dans des lignes qui n'hésitent pas à convoquer bien des images d'Épinal, l'écrivain Jean Cau croque ainsi l'homme d'État en devenir : « C'était une masse de sensualité paysanne. Venu à la politique à pas lents, comme un paysan se dirige vers le champ de foire avec son beau costume des dimanches, après avoir appris, dans les herbages, à regarder et à jauger les bestiaux. (...) Il ressemblait à son nom si beau, si sonore, si heureusement français d'Auvergne⁹. » Très vite, une « légende auvergnate » se construit autour du nouveau Premier ministre. Alors qu'il est parti vivre à Albi dès l'âge de dix-huit mois, certains journaux n'hésitent pas à lui inventer des souvenirs d'enfance à l'école de Montboudif. D'autres expliquent que sa grand-mère maternelle, en désignant les mots à lire du bout de son aiguille à tricoter, lui aurait appris l'art de la lecture. La presse internationale n'est pas en reste. Le *New York Times* le décrit comme « un homme d'apparence robuste, fortement charpenté, comme on en trouve dans cette région rurale rude du centre de la France qu'est l'Auvergne où il est né¹⁰ ». Quelques années plus tard, Henry Kissinger cède également à cette tentation dans le magnifique portrait qu'il lui consacre dans ses mémoires : « Dans ses yeux prudents, ombragés de sourcils

broussailleux, transparaissait le scepticisme d'un enfant d'Auvergne, cette rude région de France où les paysans ont survécu à une histoire orageuse en se gardant de faire trop confiance à la générosité des voisins¹¹. »

Georges Pompidou lui-même a compris tout l'intérêt politique qu'il a à tirer de ses origines auvergnates. Lors de sa nomination au poste de Premier ministre, l'opposition de gauche menée par le Parti communiste tente de l'enfermer dans son rôle d'ancien directeur de la banque Rothschild. Peu lui importe que Pompidou soit l'incarnation d'une forme de méritocratie républicaine. Oubliées ses années de professorat et son amour des lettres, elle ne veut plus voir en lui que l'émanation du grand capital. Face à ce torrent de démagogie et de populisme, le nouveau chef du gouvernement comprend combien l'Auvergne peut être une alliée précieuse. Plutôt que de corriger certaines exagérations de sa légende auvergnate, il préfère en jouer. « La légende recouvre toujours la réalité, observe-t-il avec amusement. Il se trouve que je suis de là, mon nom est issu de cette terre, j'aime ce pays¹². » En se présentant comme l'émanation d'un territoire rural auquel sont attachées une simplicité et une rudesse qui est d'abord le masque de la pudeur, Georges Pompidou veut se débarrasser de l'image d'homme d'argent que certains tentent de lui assigner. Ce faisant, il se forge une identité politique qui rassure de nombreux Français inquiets devant certaines mutations sociétales et technologiques. Ainsi, il n'hésite pas à opposer le « vent de folie » de mai 1968 aux vertus de la paysannerie auvergnate. Lors d'un discours prononcé à Saint-Flour, il s'adresse à son audience en ces termes : « Bon sens, esprit d'initiative, goût du travail, sens de l'économie, voilà des vertus que l'on vous reconnaît. Je pense que l'habitude ancestrale de parcourir nos plateaux et nos montagnes au pas lent du paysan donne tout naturellement le goût des vastes

étendues et le sens de la durée, nécessaires pour atteindre le but. Puissiez-vous transmettre ces vertus à tous les Français¹³. »

Certes, il est des traits communément associés aux Auvergnats qui se révèlent à double tranchant pour Pompidou. Sous les saillies de l'opposition, sa gestion prudente des deniers publics cesse d'être le symbole du sens de l'épargne paysan et devient l'expression d'un manque de générosité à l'égard des plus démunis. Pour ses détracteurs, son habileté politique, loin d'être héritière de sa prudence paysanne, s'assimile à la rouerie d'un maquignon dans une foire au bétail de la Haute-Auvergne. Et lorsqu'il parvient à naviguer avec finesse dans les méandres du jeu politique, le Premier ministre se retrouve accusé de n'être rien de moins qu'un « Machiavel du Massif central ». Dans une France qui s'abandonne volontiers à l'inclination de voir en ses dirigeants de dangereux aventuriers aux ambitions dictatoriales, Pompidou est qualifié de nouveau « Bougnaparte ».

Toutes ces attaques n'empêchent pas le Premier ministre du général de Gaulle d'acquiescer à la conviction que son destin politique passe par l'Auvergne. En 1967, alors que les législatives approchent, il lui faut trouver une terre d'élection s'il veut définitivement compléter sa mue en grand fauve de la politique. Beaucoup pensent qu'il va faire le choix du Lot où Claude et lui ont acheté, quelques années auparavant, une maison de vacances à Cajarc. Conseiller municipal de ce village, il aime aller s'y reposer. Pourtant, alors que la circonscription de Figeac, où il serait aisément élu, lui est proposée, il porte son dévolu sur le Cantal. « Je crois qu'on aime son pays natal comme on aime sa mère, cela ne se raisonne pas¹⁴ », explique-t-il.

Cette candidature, il l'a préparée méthodiquement. Depuis sa nomination à Matignon, il a effectué de nombreux déplacements – dont deux officiels – dans le département de ses origines. Il a aussi

veillé à recevoir régulièrement les élus cantaliens à Paris pour bien faire comprendre à tous que rien de ce qui se passe dans le Cantal ne lui est indifférent. Lorsqu'il s'engage dans la campagne législative le 12 février 1967, il a déjà tissé un réseau d'acteurs locaux sur lesquels il va pouvoir s'appuyer. Pendant sept jours, il sillonne la circonscription de Saint-Flour au volant de sa Peugeot 404. Premier ministre, il enfile le costume du candidat avec humilité. Alors qu'il participe à une réunion publique dans un village, le maire s'adresse à lui en utilisant la formule « Monsieur le candidat ». D'autres s'en seraient offusqués, pas Pompidou. « J'étais alors Premier ministre et j'ai trouvé que cette formule exprimait parfaitement le sens démocratique de cet élu municipal, écrit-il. À partir du moment où j'étais candidat, il n'y avait plus de Premier ministre ou d'autres situations. Je demandais, je sollicitais les suffrages et je devais pouvoir répondre aux questions qu'on me posait¹⁵. » Lors de ses rencontres avec les électeurs, il accepte de se prêter au jeu des questions. Dans cet exercice, son esprit de synthèse et sa mémoire éblouissante font merveille. Le 5 mars 1967, Georges Pompidou est élu député, dès le premier tour, avec 62,26 % des suffrages exprimés. Un an plus tard, il est réélu de manière triomphale en franchissant la barre des 80 % des suffrages exprimés. Par ces votes successifs, les Cantaliens donnent à Georges Pompidou une terre d'élection qui va lui être précieuse dans la construction de son destin politique. De la même manière que l'Auvergne a modelé l'homme Pompidou, elle va façonner l'homme d'État.

Jamais Georges Pompidou ne va cependant jouer un rôle devant les Auvergnats. Lorsqu'il parcourt les villages d'Auvergne, rencontre les éleveurs dans les foires de la région, partage avec les habitants un repas ou un verre, il prend d'abord le temps d'écouter. Puis, quand il s'exprime, c'est avec humilité et honnêteté. Chez Pompidou, il n'y a

pas de « parler peuple » ou l'un de ces artifices de la communication « moderne ». S'il recourt parfois à la langue d'oc de ses aïeux, c'est d'abord dans une langue française aussi belle qu'épurée qu'il parle aux Auvergnats. Parce qu'il se sent parmi les siens, il assume pleinement d'être un homme cultivé. Lors de son dernier voyage en Auvergne en 1972, alors même qu'il se sait déjà gravement malade, Georges Pompidou fait ainsi appel à la mythologie grecque pour exprimer l'amour qu'il porte à sa terre natale. De la même manière que le géant Antée, fils de Poséidon et de Gaia, reprenait force chaque fois qu'il touchait le sol de ses ancêtres, le président de la République souligne que pour les Cantaliens qui sont partis vivre sous d'autres cieux, « il suffit de remettre le pied sur la terre paternelle, qu'ils touchent à nouveau le sol natal pour sentir en eux-mêmes ce surcroît d'ardeur et d'optimisme qui est le ressort de l'action¹⁶ ».

À l'égard de cette terre d'Auvergne qui l'avait forgé en tant qu'homme, qui lui avait donné des racines et avait fini par lui apporter son soutien politique, Georges Pompidou se sentait tenu à un devoir. Avec toute son énergie et son ardeur, il voulait l'aider à s'élever. S'élever sur le plan économique mais aussi sur le plan intellectuel. Sur ses terres natales de la Haute-Auvergne, il se présentait tel qu'il était : un homme aux multiples identités, tout à la fois profondément amoureux des lettres, de l'art contemporain et de la modernité mais aussi viscéralement attaché à ses racines terriennes. Si les Auvergnats l'aimèrent tant, c'est qu'ils comprirent qu'en s'ouvrant à eux avec pudeur mais sans rien masquer de qui il était, Georges Pompidou leur avait exprimé son affection et son respect.

Brejnev

Le soleil se couche sur la mer Noire lorsque Georges Pompidou arrive à Pitsounda le 12 mars 1974. Dans cette station balnéaire d'Abkhazie, située au pied des monts du Caucase, il s'apprête à retrouver pour la dernière fois le maître incontesté de l'URSS, Leonid Brejnev. Lorsque le président de la République est arrivé à l'aéroport de Sotchi quelques heures plus tôt, les plus hauts responsables soviétiques, parmi lesquels figure un jeune dirigeant géorgien du nom d'Edouard Chevardnadze, ont peiné à cacher leur surprise. Le visage bouffi par la cortisone, les traits tirés par la douleur, le pas lourd et hésitant, le dirigeant français leur est apparu méconnaissable. Mais à peine les premiers mots sont-ils échangés que Brejnev comprend que, malgré la maladie, son homologue français n'a rien perdu de sa vigueur intellectuelle. Lors de leurs entretiens, le président de la République sera fidèle à ce qu'il a toujours été : un interlocuteur constructif mais exigeant, doté d'une maîtrise parfaite des dossiers et inflexible quand il s'agit de défendre l'indépendance de la France.

Georges Pompidou et Leonid Brejnev se sont rencontrés pour la première fois en juillet 1967. Le Premier ministre du général de Gaulle s'était alors rendu à Moscou et à Leningrad. C'est néanmoins en octobre 1970, lors de sa première visite officielle en URSS en tant que président de la République, que l'Auvergnat va apprendre à

connaître le natif du Donbass. « C'est un homme avec qui je peux m'entendre, il aime la bonne soupe¹ », juge Pompidou à l'issue de leurs premiers entretiens. Unis par le goût de la bonne chère, ils partagent surtout une vision réaliste de la politique étrangère. À Moscou, personne n'ignore que Brejnev n'a que peu d'estime pour les idéologues, notamment le plus influent d'entre eux au sein du Politburo, Mikhaïl Souslov. « Brejnev aime la vie, c'est un bon vivant, pas un pisse-froid révolutionnaire », analyse le natif de Montboudif. Puis il ajoute : « Il est sympathique, nous nous comprenons assez bien. »² Capables d'humour et de jovialité lorsque les circonstances le permettent, les deux dirigeants ont en commun d'avoir une relation compliquée avec leurs chefs de gouvernement respectifs : Jacques Chaban-Delmas et Alexeï Kossyguine. En mars 1974, il n'est donc pas surprenant de voir Brejnev multiplier les gestes de prévenance, voire d'affection, à l'égard de son invité. S'il ignore la nature exacte de la maladie qui le ronge, il est touché par le courage et la dignité dont fait preuve Pompidou. Il l'est alors même qu'il ne sait pas qu'entre leurs deux entretiens en tête à tête, celui-ci a été victime d'une hémorragie si grave qu'il a soufflé à Michel Jobert, son ministre des Affaires étrangères qui l'accompagne : « Je ne vais tout de même pas mourir ici³ ! » Cependant, en dépit du respect et du lien personnel qui unissent les deux dirigeants, la rencontre de Pitsounda va d'abord être le symbole d'une relation franco-soviétique qui, si elle n'a jamais été aussi intense que sous la présidence de Georges Pompidou, s'est peu à peu délitée sous l'influence d'une multitude de facteurs.

Lorsqu'il entre à l'Élysée le 20 juin 1969, le deuxième président de la V^e République ne part pas d'une feuille blanche au moment de dessiner les contours de sa politique soviétique. Dès le milieu des années 1960, le général de Gaulle a amorcé un tournant dans son

approche à l'égard de Moscou. Dans un contexte de tensions croissantes avec les États-Unis et d'affirmation d'une « politique de grandeur », l'homme du 18 Juin a jeté les bases d'un dialogue plus soutenu et structuré avec le bloc de l'Est. Sa politique s'est articulée autour du triptyque « détente, entente, coopération ». À la fin du mois de juin 1966, trois mois après avoir annoncé le retrait de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN, le général de Gaulle a effectué une visite historique de dix jours à travers l'URSS. À l'issue de celle-ci, la signature d'une déclaration commune franco-soviétique a posé les fondations d'un dialogue économique et commercial structuré autour de deux instances chargées de faciliter les échanges bilatéraux : la « Grande Commission » et la « Petite Commission ». La politique gaullienne, qui visait à amorcer une véritable détente entre l'Est et l'Ouest, a placé la France dans une position charnière entre les deux blocs et lui a permis d'établir une relation privilégiée avec Moscou. Elle a en effet été le premier pays occidental à amorcer un dialogue de ce type avec l'URSS.

S'il n'a pas été l'architecte de cette politique lorsqu'il était à Matignon, Georges Pompidou en connaît bien les différentes composantes. Dans un entretien qu'il accorde le 2 juin 1970 à Andreï Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, il confirme qu'il s'inscrit dans l'héritage gaullien. « Lorsque le général de Gaulle a pris position sur les relations franco-soviétiques, explique-t-il, j'étais Premier ministre et par conséquent du même avis. Je n'en ai pas changé. Pour des raisons qui tiennent au fond des choses et non pas à des circonstances passagères⁴. » Avec son prédécesseur, le chef de l'État partage la conviction que la détente est une nécessité structurelle. Elle l'est pour plusieurs raisons. Pour lui, la « politique d'indépendance » n'est pas simplement une formule ou un concept destiné à nourrir la fierté de la nation française. Dans *Le Nœud*

gordien, Pompidou s'interroge : « Notre pays a-t-il un rôle propre à jouer ou est-il condamné à flotter au gré de l'évolution des grands empires qui, pour l'heure, se disputent ou se partagent l'hégémonie ? » Cette question, il la juge « fondamentale » sur le plan moral et intellectuel « puisqu'il s'agit de savoir si l'homme européen se laissera imposer par les États-Unis ou par l'URSS leur conception de la société, de l'individu et du mode de vie »⁵. Dans le dialogue privilégié qu'il souhaite poursuivre avec Moscou, il n'y a donc aucune complaisance à l'égard de l'URSS. Le président de la République a simplement compris que si la France veut maintenir son indépendance à l'égard des deux superpuissances et ne pas être vassalisée par les États-Unis, alors elle doit être capable d'entretenir une politique autonome à l'égard de l'URSS.

Chez Georges Pompidou comme chez le général de Gaulle, l'établissement d'un dialogue et d'une coopération avec le bloc de l'Est ne signifie en aucun cas qu'il y a, pour la diplomatie française, équidistance ou équivalence entre Moscou et Washington. Comme il le rappelle très clairement à Richard Nixon, « la France est un pays occidental et elle est déterminée à maintenir l'amitié et l'alliance avec les États-Unis »⁶. Retirée du commandement militaire intégré de l'OTAN, elle n'en demeure pas moins membre de l'Alliance atlantique et l'un des piliers de celle-ci. Le chef de l'État est par ailleurs d'une grande lucidité sur la nature totalitaire du régime soviétique. En août 1968, l'écrasement du Printemps de Prague par les chars du pacte de Varsovie a renforcé sa conviction que le Kremlin est prêt à la pire des répressions pour étouffer toute forme de liberté politique. Mais il est aussi conscient de la puissance militaire soviétique et du danger qu'elle fait peser sur l'Europe. Pour des raisons historiques et surtout géographiques, la France, tout comme l'ensemble des pays d'Europe occidentale, ne peut donc pas se

contenter de tourner le dos à l'URSS. Afin de garantir sa sécurité, elle doit entretenir un dialogue constant avec le régime soviétique, seul à même de permettre une meilleure connaissance réciproque et ainsi d'éviter des erreurs et des malentendus dont les conséquences pourraient s'avérer dramatiques. Dans un échange qui résonne étrangement avec nombre de débats contemporains, c'est ainsi qu'il justifie au président américain sa politique de rapprochement avec Moscou : « Plus près de nous, (...) nous avons les armées et la masse soviétiques. Il n'y a que deux solutions possibles : s'enfermer derrière un mur ou essayer de se comprendre⁷. »

Pour Georges Pompidou, il est d'autant plus important de soutenir cet effort de détente avec l'Est qu'il porte en lui la déliquescence future du bloc communiste. À l'instar de Richard Nixon et d'Henry Kissinger, le président français a compris que le système soviétique ne résisterait pas à une ouverture à l'Ouest. Lors d'un entretien avec le chancelier Willy Brandt en février 1972, il expose sa pensée : « Il me semble que le problème est de savoir lequel [des blocs] se laissera corrompre par l'autre. J'ai foi dans la liberté. Elle finit par être toujours plus tentante et plus perçante que le totalitarisme⁸. » Mais contrairement aux dirigeants américains qui fondent principalement leur analyse sur des critères d'ordre politique, le président français s'appuie également sur sa très fine connaissance des fragilités économiques du bloc de l'Est. Dès 1969, il écrit dans *Le Nœud gordien* : « le régime communiste fait à l'heure actuelle, sur le plan de l'économie (...) la preuve de son infériorité vis-à-vis du régime capitaliste ou libéral, comme on voudra l'appeler⁹ ». Analysant les échecs du communisme en Tchécoslovaquie et en Hongrie, il ajoute : « Le système marxiste a perdu la partie contre l'Occident sur deux plans : d'abord parce qu'il est évident que les peuples qui lui sont soumis aspirent à la liberté, au

desserrement du régime du parti unique et totalitaire ; ensuite, et c'est encore plus grave, sur le plan économique¹⁰. » Dans ce contexte, la politique de détente mènera à terme à la chute de l'URSS, non seulement parce qu'elle privera les dirigeants soviétiques de la possibilité d'invoquer des menaces extérieures pour justifier l'oppression des peuples sous leur joug, mais aussi parce qu'elle exposera, par contraste, la faillite totale de leur modèle économique. Plus de vingt ans avant qu'il ne se produise, le dirigeant français anticipe ainsi, par la rigueur de son analyse, le démantèlement de l'Union soviétique.

Cependant, c'est une détente « vigilante » que Georges Pompidou appelle de ses vœux. Cet homme réaliste sait que le déclin inéluctable de l'URSS peut être parsemé de spasmes violents, comme l'a tragiquement rappelé la répression du Printemps de Prague. « Le totalitarisme a pour lui l'action brutale, rapide, en force et concertée alors que la liberté a besoin de temps¹¹ », souligne-t-il devant son homologue allemand. Afin de faire de la politique de détente un succès, le président de la République juge qu'elle doit être mise en œuvre avec prudence. Il la veut progressive, dépourvue d'éclats et de grandes déclarations susceptibles de provoquer le raidissement voire la fureur de l'ours russe. S'il veille à ne jamais donner l'impression au Kremlin qu'il cherche à affaiblir l'unité du camp socialiste, Pompidou se refusera toujours à signer un « traité d'amitié et de coopération » avec l'URSS. Bien qu'il soit ardemment désiré par Leonid Brejnev et que Willy Brandt n'ait pas hésité à conclure un traité de normalisation des relations entre la République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique le 12 août 1970, le président de la République demeure inflexible. « Je ne veux absolument pas du mot traité : on ne traite pas avec tout le monde à la fois, en même temps¹². » Pour le président français, les mots ont un sens. C'est une chose de vouloir renforcer le

dialogue et la coopération avec l'URSS. Cela en est une autre d'être « ami » avec un régime totalitaire dont les valeurs et les principes sont profondément opposés à ceux qu'il entend être ceux de la France.

Dans la volonté qui est la sienne de poursuivre la politique de détente entamée par son prédécesseur, le président de la République doit néanmoins composer avec un environnement international en pleine évolution. L'année 1969 a vu l'arrivée au pouvoir à Bonn et à Washington de deux hommes, Willy Brandt et Richard Nixon, qui souhaitent engager leurs pays dans un rapprochement avec Moscou. Au sein du bloc occidental, la France perd le « monopole » de la détente. Au Kremlin, Leonid Brejnev prend la pleine mesure de l'évolution du rapport de forces. À partir de cette date, il va structurer son architecture de détente sur un trépied composé des États-Unis, de la France et de l'Allemagne. Fin connaisseur des dynamiques qui existent au sein du bloc occidental, il n'hésite jamais à attiser les rivalités entre les capitales de ces pays, notamment Bonn et Paris, afin d'obtenir le maximum de concessions de leur part. En mars 1974, Georges Pompidou observe ainsi avec une ironie teintée d'amertume que « dans les relations franco-soviétiques, le général de Gaulle avait ouvert un sentier. Ce sentier est devenu une autoroute où d'autres maintenant se précipitent à grande vitesse¹³ ». Il a compris que le seul fait de poursuivre la politique gaullienne ne lui garantit plus un dialogue privilégié avec l'URSS. Tout au long de sa présidence, il va néanmoins exprimer son souhait que l'URSS continue de réserver un couloir un peu particulier à la France « où nous nous rencontrerions en dehors de tout le monde et contre personne¹⁴ ».

Mais ce n'est pas simplement le contexte géopolitique qui évolue. Il y a une différence profonde entre ce qu'était la vision gaullienne de la détente et celle qu'en a Georges Pompidou. Pour le général de Gaulle, la Russie et la France étaient « filles de la même Europe ». Il

s'agissait dès lors de créer une solidarité européenne « de l'Atlantique à l'Oural ». Son successeur juge au contraire qu'il est une voix européenne différente de celle de l'URSS. Si elle veut continuer d'écrire l'Histoire, la France, « puissance moyenne typique », ne pourra le faire que dans une Europe unie. Du fait de la domination de l'Est par « la puissance mi-asiatique, mi-européenne de l'URSS », ce projet européen ne pourra être, à court et moyen terme, que celui de l'Europe occidentale. Mais jamais il ne sera celui de la Russie. Pour le président de la République, la construction européenne, qui a vocation à dépasser ses fondements économiques pour devenir politique, est un « impératif ». Georges Pompidou veillera donc toujours à ce que sa politique soviétique ne soit pas un obstacle ou un frein à son ambition de bâtir une Europe plus forte. Cela s'applique aussi au champ de la défense où il souhaite que l'Europe s'affirme, in fine, comme un acteur autonome. Comme il le confie au président Nixon le 13 décembre 1971 : « Je pense qu'il faut donner à l'Europe occidentale la plus grande unité possible dans le domaine économique, puis dans le politique et probablement, si tout va bien, dans celui de la défense. En effet, c'est le seul contrepoids possible vis-à-vis de l'Union soviétique, et cela d'autant plus que, j'en suis sûr, les États-Unis ne voudront graduellement plus prendre en charge tout le poids de la défense en Europe¹⁵. »

La politique de détente, telle que la conçoit Georges Pompidou, n'est donc pas l'exacte réplique de celle du général de Gaulle. Elle s'articule autour d'une vision, de principes et de limites très clairement établis. Cette « boussole » va guider le chef de l'État tout au long de sa présidence. En politique étrangère, comme en politique intérieure, cet homme, qui est doté d'une intelligence supérieure et d'une vision stratégique, fait attention à ne jamais devenir prisonnier d'une « pensée complexe » qui le conduirait à des contradictions, des

revirements incessants et à perdre son cap. « En politique, explique-t-il, s'il faut réfléchir longuement et bien étudier les dossiers, il faut finalement aboutir à des choix simples et s'y tenir¹⁶. »

Au sein de la troïka composée de Nikolaï Podgorny, qui occupe la charge honorifique de président du Præsidium du Soviet suprême, d'Alexeï Kossyguine, chef du gouvernement, et de Leonid Brejnev, secrétaire général du Parti communiste, Georges Pompidou comprend très vite que c'est ce dernier qui est l'homme fort du régime. C'est donc avec le natif de Kamenskoïe qu'il noue une relation personnelle qui va être ponctuée de quatre voyages officiels et visites entre 1969 et 1974. À ce dialogue au sommet s'ajoutent des rencontres très fréquentes entre ministres et hauts fonctionnaires des deux pays. Certains canaux de communication fonctionnent particulièrement bien, comme celui qui existe entre le ministre français des Affaires étrangères, Maurice Schumann, et son homologue soviétique, Andreï Gromyko. La relation entre les deux hommes est telle que, lors d'une réunion de travail, le président de la République suggère avec humour d'inverser leurs titres et d'appeler désormais le premier « Camarade Schumann » et le second « Monsieur Gromyko ». Cet approfondissement du dialogue franco-soviétique se traduit par une augmentation sensible du commerce entre les deux puissances dont Georges Pompidou a fait une priorité. Des projets de coopération technologique sont lancés, notamment dans les secteurs automobile, nucléaire et gazier.

Entre Moscou et Paris, il existe également une convergence de vues très forte sur la question allemande. Le Kremlin et l'Élysée se méfient d'une possible réunification allemande. Alors que les dirigeants soviétiques craignent qu'elle n'entraîne le retour au cœur de l'Europe d'une puissance germanique synonyme de menace

sécuritaire, le président de la République redoute la résurrection d'un concurrent économique majeur et d'un voisin qui, par sa taille et son poids industriel, serait de facto le leader incontesté de la construction européenne. Sur la question allemande, Brejnev et lui s'accordent sur deux autres points : la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse qui fait office de frontière entre la République démocratique allemande et la Pologne ainsi que le refus de l'arme atomique aux deux Allemagnes.

Sur le plan diplomatique, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe va offrir une autre opportunité de renforcer les liens franco-soviétiques. Après en avoir initié l'idée en 1954, Moscou remet la proposition sur la table dès le début de l'année 1969. Par cette conférence, qui aboutira aux accords d'Helsinki, Moscou souhaite voir consacrer l'irréversibilité des frontières des « Démocraties populaires ». Dans les pays occidentaux, cette proposition est accueillie avec prudence. Aux États-Unis et en Europe de l'Ouest, beaucoup voient dans le principe de l'inviolabilité des frontières la reconnaissance définitive de la domination de Moscou sur l'Europe de l'Est. Pour eux, la CSCE ne marque rien de moins que la trahison de cette dernière. En dépit de cette très forte opposition, la France, qui voit l'occasion de retrouver son rôle de « leader » de la détente, se rallie dès le mois d'octobre 1969 à cette idée d'une conférence européenne. La diplomatie française veille cependant à ce que le cadre des négociations soit élargi à la question des droits de l'homme. À l'instar d'Henry Kissinger, Georges Pompidou pressent que ce qui deviendra la « troisième corbeille » de l'Acte final d'Helsinki signé le 1^{er} août 1975 porte en elle une menace mortelle pour l'URSS. Lors de cette conférence, qui sera finalement lancée en 1973 et réunira l'URSS, les États-Unis, le Canada et l'ensemble des pays européens à l'exception de l'Albanie, les

dirigeants soviétiques, obsédés par leur volonté d'obtenir la reconnaissance formelle des zones d'influence héritées de la Seconde Guerre mondiale, vont en effet commettre l'erreur de négliger la « corbeille » des droits de l'homme. Or, en consacrant l'engagement de tous les États signataires à respecter les libertés fondamentales et les droits de l'homme, l'Acte final d'Helsinki créera les conditions de l'émergence de mouvements qui, tels la Charte 77 en Tchécoslovaquie ou Solidarność en Pologne, joueront un rôle clé dans la chute de l'Union soviétique. À plus court terme, ces négociations, si elles sont émaillées de tensions entre les deux blocs, permettent l'établissement d'interactions constantes entre diplomates français et soviétiques. Cela est d'autant plus le cas que la délégation française, menée avec brio par Jacques Andréani, s'impose en tant qu'intermédiaire entre Moscou et les puissances du bloc occidental.

À partir de 1972, les tensions commencent néanmoins à se faire beaucoup plus intenses entre l'URSS et la France. Les dirigeants soviétiques voient d'un très mauvais œil la nouvelle impulsion que Georges Pompidou donne au projet européen. Fidèles à la maxime « diviser pour mieux régner », ils savent qu'une Europe unie deviendra un partenaire beaucoup plus difficile à manœuvrer que des États européens avec lesquels ils continueraient de négocier de manière bilatérale. Dans une attitude qui évoque les temps présents, le Kremlin cherche par tous les moyens à empêcher l'avènement d'une Communauté européenne solidaire et forte. Le pouvoir soviétique est conscient que du projet économique européen naîtra nécessairement une Europe politique. Dans la Communauté européenne, il ne voit pas seulement un rival sur le plan commercial et industriel mais aussi un futur acteur politique susceptible de peser un jour sur les affaires du monde. À cet égard, Moscou s'inquiète des discussions amorcées entre Français et Britanniques sur la

coopération en matière de défense. Contrairement à certains dirigeants américains enfermés dans une vision court-termiste et inquiets d'une concurrence accrue à l'égard de leur propre industrie de défense, les dirigeants soviétiques ont parfaitement compris qu'une Europe plus forte sur le plan de la défense renforcera considérablement le bloc occidental. L'Alliance atlantique, loin d'en être affaiblie, sera au contraire renforcée par l'émergence d'un allié européen plus fort. Dans un paradoxe qui n'est qu'apparent, le Kremlin préfère donc une Europe occidentale qui demeure dépendante des États-Unis sur le plan sécuritaire à une Europe capable de s'affirmer en tant que puissance militaire autonome.

Du côté français, les déceptions sont également nombreuses. Bien que les échanges franco-soviétiques progressent, ils demeurent très loin du niveau espéré par Paris. Les projets lancés dans les domaines de la télévision en couleurs et de l'informatique sont des échecs patents. Surtout, et c'est un point auquel le président de la République est très sensible, l'intensité de la relation commerciale franco-soviétique est très inférieure à celle qui unit l'URSS à la République fédérale d'Allemagne. Pour Pompidou, qui porte l'ambition de faire de la France la première puissance économique et industrielle européenne, ce différentiel par rapport à Bonn est un réel problème. Malgré l'ancienneté de la relation franco-soviétique et les nombreuses structures de coopération et de dialogue qui ont été établies, Georges Pompidou observe que Leonid Brejnev privilégie désormais d'autres relations bilatérales, que ce soit avec Willy Brandt ou surtout Richard Nixon. Contrairement à leurs promesses initiales, ni les Américains ni les Soviétiques ne tiennent les Français informés du contenu de leurs échanges les plus importants. Le 26 mai 1972, l'Élysée découvre ainsi avec surprise la signature par l'URSS et les États-Unis du traité Salt I sur la limitation des armes stratégiques.

Chez le président de la République, le sentiment d'être tenu à l'écart du dialogue entre Washington et Moscou renforce la crainte de voir se développer un condominium américano-soviétique. Il redoute en particulier que les Américains acceptent le principe d'une « finlandisation » de la République fédérale d'Allemagne. Dans ce contexte, Georges Pompidou refuse fermement, malgré les demandes répétées du maître du Kremlin, de s'engager dans une négociation dite MBFR (Mutual and Balanced Force Reductions) qui viserait à réduire les forces militaires américaines présentes en Europe. Le président français rejette le principe de cette négociation qui, menée directement entre l'OTAN et le pacte de Varsovie, pourrait conduire à l'établissement d'une zone démilitarisée au cœur de l'Europe, ce qui ne ferait que renforcer la vulnérabilité européenne à l'égard de Moscou. La guerre du Kippour, qui débute le 6 octobre 1973, ne fait qu'accroître les tensions entre Moscou et Paris. Dans cette crise, qui fait l'objet d'un règlement direct entre superpuissances dont les Européens sont exclus, le chef de l'État voit la manifestation de ce condominium américano-soviétique qu'il craint tant. Avec amertume, il ne peut que constater qu'au Moyen-Orient, l'Europe n'est déjà plus un acteur mais seulement un témoin des événements. Ce sont désormais les deux Grands qui décident seuls du sort de cette région.

Quelles que soient les vicissitudes de la relation franco-soviétique, Georges Pompidou va néanmoins demeurer fidèle à trois principes. Ceux-ci prennent racine dans la personnalité et les valeurs du chef de l'État. Dans sa relation avec Moscou, le président français s'astreint d'abord à ne rien faire qui puisse affaiblir l'Alliance atlantique ou l'unité européenne. Malgré les déceptions liées au manque de transparence de Washington dans ses échanges avec Moscou, et la rivalité qui existe avec les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne pour entretenir un dialogue privilégié avec l'URSS, il

fait preuve d'une loyauté sans faille à l'égard de ses alliés. Dans ses entretiens avec Brejnev, il veille à ne pas critiquer la politique étrangère américaine. Même lorsqu'il en désapprouve certains aspects, notamment dans le cadre de la guerre du Vietnam, il n'en fait pas mention devant le maître du Kremlin. De la même manière, s'il exprime auprès du chancelier Brandt ses réserves et ses inquiétudes à l'égard de l'Ostpolitik, il ne critique jamais son homologue allemand devant les dirigeants soviétiques. Georges Pompidou se refuse à critiquer ses alliés pour s'attirer les faveurs d'une puissance tierce. Il ne sait que trop bien que tout signe laissant transparaître des tensions au sein du bloc occidental serait immédiatement exploité par les Soviétiques qui soufflèrent alors sur les braises de la division.

Le deuxième principe auquel il demeure fidèle est de ne pas être l'un de ces dirigeants adeptes des déclarations fracassantes devant la presse et les caméras mais faibles lorsqu'ils sont face à leurs homologues. Lors de ses nombreux entretiens en tête à tête avec Leonid Brejnev, il exprime avec clarté et fermeté ses désaccords sur la politique menée par le Kremlin. Dans l'intimité d'une discussion, Georges Pompidou est courtois, il peut faire preuve d'humour, mais il défend avec courage ce qu'il juge être les intérêts français et européens. S'il peut être un interlocuteur dur dans des discussions privées, il veille en revanche, dans ses prises de parole en public, à ne jamais humilier ou placer son homologue soviétique dans une situation délicate.

Enfin, et ce troisième principe est lié au précédent, le président de la République n'accepte aucune concession, aucun compromis lorsqu'il s'agit de l'indépendance de la France. Au cours de sa rencontre avec le maître du Kremlin à Rambouillet en juin 1973, il lui dit ces mots qui résument de la plus belle des manières le fondement de sa politique étrangère : « J'ai reçu la France libre et je la laisserai

telle, quoi qu'il nous en coûte¹⁷. » Par cette attitude constante, faite de droiture, d'honnêteté et de fidélité à une certaine éthique des relations entre dirigeants, Georges Pompidou gagne le respect de Leonid Brejnev. Malgré les désaccords et les intérêts divergents qui peuvent exister entre eux, le maître de l'URSS reconnaît dans le président français un grand homme d'État. À l'issue des entretiens de Rambouillet, il décrit ainsi ses échanges avec son homologue français : « Nous avons été extrêmement francs et, comme on dit en russe, sans confiance, il n'y a pas d'amour. » « Et sans amour, il n'y a pas de confiance », rétorque alors le président français¹⁸.

Le 3 avril 1974, dès le lendemain du décès de Georges Pompidou, Leonid Brejnev se rend à l'ambassade de France à Moscou pour signer le registre de condoléances. Alors qu'il regarde la photographie officielle du président de la République, il se tourne vers Alexeï Kossyguine et Andreï Gromyko qui l'accompagnent, et leur dit, les yeux pleins de larmes : « C'est bien ainsi qu'il était lorsque nous l'avons connu¹⁹... » Peut-être Brejnev pressent-il qu'au-delà de la mort du dirigeant français, c'est l'ère de détente qui va bientôt toucher à sa fin. Le 5 mai 1974, Willy Brandt démissionne de son poste de chancelier puis le 9 août, c'est au tour de Richard Nixon de quitter le Bureau ovale. En l'espace de quatre mois, Brejnev voit partir les trois hommes avec lesquels il aura tenté de bâtir un nouvel équilibre mondial.

NOTES

Auvergnat

1. Discours de Georges Pompidou prononcé à Montboudif le 12 février 1967 (propos rapportés dans *La Dépêche d'Auvergne*, 17 février 1967, p. 4).
2. POMPIDOU Georges, *Pour rétablir une vérité*, Paris, Flammarion, 1982, p. 11.
3. *Ibid.*, p. 12.
4. *Ibid.*
5. Discours de Georges Pompidou prononcé à Riom-ès-Montagnes le 15 octobre 1966 (propos rapportés dans *La Montagne*, 17 octobre 1966, p. 4).
6. Lettre de Georges Pompidou à Robert Pujol, 8 août 1928, in POMPIDOU Georges, *Lettres, notes et portraits / 1928-1974*, Paris, Robert Laffont, 2012, p. 78.
7. POMPIDOU Georges, *Pour rétablir une vérité*, *op. cit.*, p. 12.
8. Discours de Georges Pompidou prononcé à Aurillac le 6 août 1972 (propos rapportés dans *La Montagne*, 7 août 1972, p. 2).
9. CAU Jean, *Croquis de mémoire*, Paris, Julliard, 1985, p. 21-24.
10. « De Gaulle's Right Hand », *The New York Times*, 16 avril 1962, p. 1.
11. KISSINGER Henry, *À la Maison-Blanche, 1968-1973*, Paris, Fayard, 1979, p. 437.
12. Propos de Georges Pompidou rapportés dans *L'Auvergnat de Paris*, 15 février 1969, p. 1.
13. Discours prononcé par Georges Pompidou à Saint-Flour le 26 juin 1971 (reproduit dans POMPIDOU Georges, *Entretiens et discours*, Paris, Plon, 1975, tome 1, p. 307-316).
14. Propos de Georges Pompidou rapportés dans *L'Auvergnat de Paris*, 25 février 1967, p. 1.
15. Conférence de presse de Georges Pompidou du mardi 9 janvier 1973 (in « Le président de la République revendique le droit de ne pas dévoiler "sa stratégie" au

lendemain des élections. La réunion de l'Internationale socialiste est “parfaitement inopportune” », *Le Monde*, 10 janvier 1973).

16. Discours de Georges Pompidou prononcé à Aurillac le 6 août 1972 (propos rapportés dans *La Montagne*, 7 août 1972, p. 2).

Brejnev

1. KOZOVŌI Andreï, *Brejnev. L'antihéros*, Paris, Perrin, 2022, p. 200.
2. FREREJEAN Alain, *C'était Georges Pompidou*, Éditions Tallandier, 2014, p. 413.
3. JOBERT Michel, *L'Autre Regard*, Paris, Grasset, 1976, p. 386.
4. Cité par REY Marie-Pierre, « Georges Pompidou, l'Union soviétique et l'Europe », in *Georges Pompidou et l'Europe*, Actes du colloque « Georges Pompidou et l'Europe » organisé par l'Association Georges Pompidou les 25 et 26 novembre 1993, Paris, Éditions Complexe, 1995, p. 144.
5. POMPIDOU Georges, *Le Nœud gordien*, Paris, Plon, 1974, p. 171.
6. Entretien de Georges Pompidou avec Richard Nixon, 13 décembre 1971, Archives du secrétariat général de la présidence de la République, fonds des conseillers techniques, 5 AG 2 carton 1022, Relations France/États-Unis, cité par REY Marie-Pierre, « Georges Pompidou, l'Union soviétique et l'Europe », in *Georges Pompidou et l'Europe*, *op. cit.*, p. 145.
7. *Ibid.*
8. Entretien de Georges Pompidou avec Willy Brandt, 10 février 1972, Archives du secrétariat général de la présidence de la République, fonds des conseillers techniques, 5 AG 2 carton 1011, Sommets franco-allemands et entretiens, cité *ibid.*, p. 147.
9. POMPIDOU Georges, *Le Nœud gordien*, *op. cit.*, p. 103.
10. *Ibid.*, p. 115.
11. Entretien de Georges Pompidou avec Willy Brandt, 10 février 1972, cité par REY Marie-Pierre, « Georges Pompidou, l'Union soviétique et l'Europe », in *Georges Pompidou et l'Europe*, *op. cit.*, p. 147.
12. RAIMOND Jean-Bernard, « Georges Pompidou et l'Union soviétique », *ibid.*, p. 177.
13. AMALRIC Jacques et TATU Michel, « M. Brejnev insiste auprès de M. Pompidou sur la nécessité de conclure par un “sommet” la conférence sur la sécurité européenne », *Le Monde*, 14 mars 1974.
14. VIMONT Jacques, « Georges Pompidou et l'Union soviétique 1973-1974 », in *Georges Pompidou et l'Europe*, *op. cit.*, p. 204.

15. Entretien de Georges Pompidou avec Richard Nixon, 13 décembre 1971, cité par REY Marie-Pierre, « Georges Pompidou, l'Union soviétique et l'Europe », *ibid.*, p. 146.
16. POMPIDOU Georges, *Le Nœud gordien*, *op. cit.*, p. 101.
17. VIMONT Jacques, « Georges Pompidou et l'Union soviétique 1973-1974 », in *Georges Pompidou et l'Europe*, *op. cit.*, p. 198.
18. ROUSSEL Éric, *Georges Pompidou*, Paris, Perrin, 2004, p. 576-577.
19. VIMONT Jacques, « Georges Pompidou et l'Union soviétique 1973-1974 », in *Georges Pompidou et l'Europe*, *op. cit.*, p. 205.

© *Éditions Gallimard, 2025.*

Georges Pompidou fut beaucoup plus que l'héritier du général de Gaulle. Dans une France qui s'abandonne souvent à la chimère de l'homme providentiel, il a prouvé qu'un dirigeant qui n'est pas le produit des circonstances exceptionnelles de l'Histoire peut être un grand homme d'État. Dans ce portrait aussi complet que personnel, Jérémie Gallon dépeint par fragments les multiples facettes de celui qui fut, sous le costume de la simplicité rassurante, un être de paradoxes. De ses origines auvergnates à sa jeunesse normalienne, de sa relation filiale avec de Gaulle à son émancipation progressive, de la conquête du pouvoir aux dernières années marquées par la maladie, l'auteur nous dévoile la singularité du deuxième président de la v^e République. Au fil de chapitres thématiques écrits sur le mode du récit apparaît la modernité de l'action de Georges Pompidou sur la question écologique, la construction européenne, la relation transatlantique ou le rapport à la Russie. À l'heure où la v^e République est attaquée de toutes parts, il révèle combien la vision institutionnelle de Georges Pompidou porte en elle des réponses à nombre de défis auxquels notre régime fait face.

Avocat et diplomate, Jérémie Gallon, né en 1985, a déjà publié deux livres aux Éditions Gallimard, dont Henry Kissinger : L'Européen, prix Eugène-Colas de l'Académie française (2022).

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

JOURNAL D'UN JEUNE DIPLOMATE DANS L'AMÉRIQUE DE TRUMP, Hors série
Connaissance, 2018.

HENRY KISSINGER. L'EUROPÉEN, Hors série Connaissance, 2021. Prix Eugène-Colas de
l'Académie française 2022.

Aux Éditions Perrin

GRANDS DIPLOMATES. LES MAÎTRES DES RELATIONS INTERNATIONALES DE
MAZARIN À NOS JOURS, 2024 (Ouvrage collectif, sous la direction d'Hubert Védrine).

TABLE DES MATIÈRES

Couverture

Titre

Dédicace

Exergue

Auvergnat

Brejnev

Notes

Copyright

Présentation

Du même auteur

Achevé de numériser

Cette édition électronique du livre
Georges Pompidou de Jérémie Gallon
a été réalisée le 5 mars 2025
par les [Éditions Gallimard](#).

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782073072177 - Numéro d'édition : 634218)

Code produit : Q07273 - ISBN : 9782073072191.

Numéro d'édition : 634220

Le format ePub a été préparé par [PCA](#), Rezé.